

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Pour l'enseignement obligatoire (4h), le candidat traitera au choix soit la dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire soit l'épreuve composée.

DISSERTATION S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée par le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents

L'emploi permet-il toujours de s'intégrer à la société française ?

DOCUMENT 1

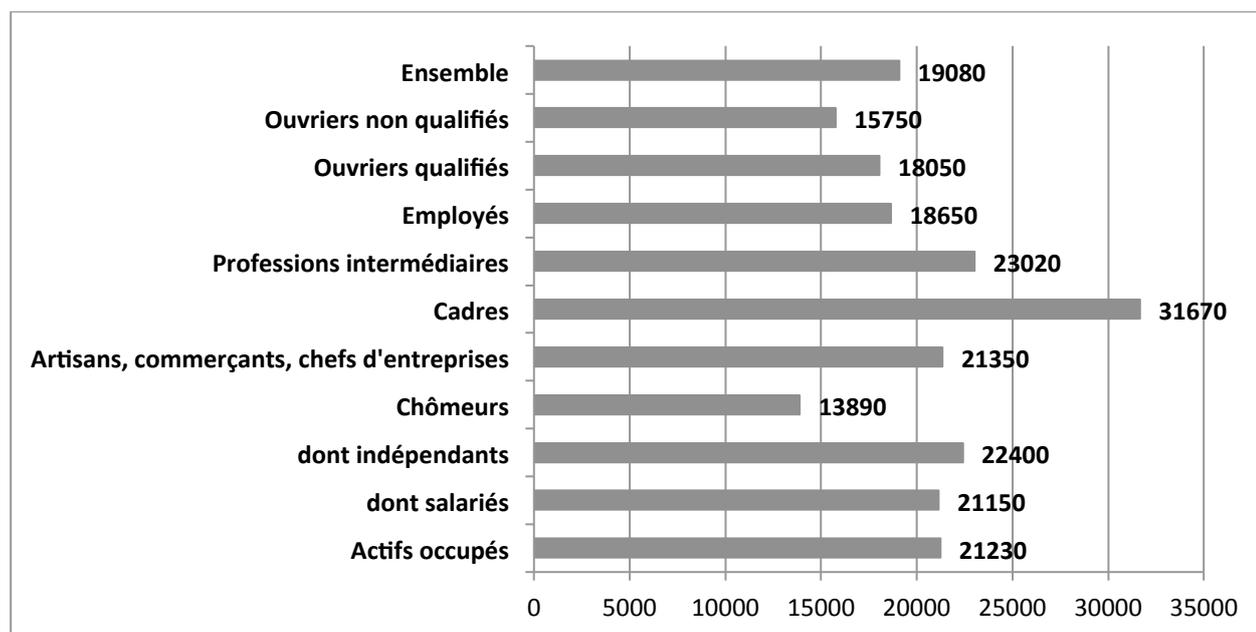
Aujourd'hui, et notamment en France, l'ambivalence des représentations sur le travail n'a jamais été aussi forte. D'une part, sa valeur a été renforcée par les difficultés croissantes pour tous et toutes à l'obtenir et le garder : le spectacle du désarroi des chômeurs (privés de lien social et de l'estime de soi), des licenciements économiques qui tombent comme des couperets, des difficultés des jeunes à s'intégrer, des seniors à y rester, et des SDF, exclus parmi les exclus, rappelant les dangers du déclassement et de la chute possible... Autant de menaces propres à faire monter la cote du travail.

Mais, d'autre part, il n'a jamais été autant question de stress (du dimanche soir justement), de troubles musculo-squelettiques (entendre par exemple les tendinites du poignet et les maux de dos, en hausse notable depuis plusieurs années), de souffrance au travail, de pression et de dépressions, de sentiments d'injustice, de non-reconnaissance des mérites, d'exploitation (non plus conçue comme celle d'une classe sociale par une autre, mais perçue comme un « trop » demandé par le patron), quand ce n'est pas de mépris.

M. Fournier, « Travail : ce douloureux objet de désir », *Sciences Humaines*, n°179, février 2007.

DOCUMENT 2

Niveau de vie médian selon la situation par rapport à l'emploi (en euros)



Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu déclaré au fisc est positif ou nul et dont la personne de référence est active pour les données sur les CSP, ou n'est pas étudiant pour les autres données.

INSEE, Enquête Revenus fiscaux et sociaux, 2009.

DOCUMENT 3

Loin de séparer, la division du travail renforce la complémentarité entre les membres d'une société. Non seulement elle donne à chacun, si monotone que soit sa tâche, le sentiment d son utilité, mais elle le transforme de l'intérieur, le socialise, et lui fait partager avec d'autres une « même vie morale ». [...] C'est ce que montre l'entretien avec Yves L., 62 ans, chauffeur-livreur à Rungis [...].

Rungis ça a changé énormément, Rungis c'est une usine, vous comprenez ? Je vais vous expliquer. Aux Halles de Paris¹, on se connaissait tous, on se voyait tous les jours, on voyait les mêmes personnes, on était en contact intimement avec tout le monde vous voyez, c'était une ambiance... Une vie collective, confraternelle parce que y en avait un qui peinait, qui poussait un chariot de viande [...] un type passait à côté, bah, il lui demandait même pas, il l'aidait à pousser le chariot [...] même les patrons des fois ils arrivaient, ils vous donnaient la main, vous voyez, or Rungis ça a été fini, ça n'a plus existé, on se connaissait plus, ça a été l'usine. [...] Et y avait plus cette ambiance qu'on avait pour casser la croûte par exemple, on sortait avec un kilo de bidoche, on allait au café, « Tiens, tu me feras cuire ça pour tout à l'heure », on buvait un pot, on repartait au boulot.

C. Baudelot, M. Gollac et alii, *Travailler pour être heureux ? Le bonheur et le travail en France*, Fayard, 2003

M. Fournier, « Travail : ce douloureux objet de désir », *Sciences Humaines*, n°179, février 2007.

¹ Les Halles formaient le grand marché alimentaire de Paris jusqu'à la décision prise en 1962 de leur déplacement à Rungis et la Villette.

DOCUMENT 4

Statut, temps de travail et type de contrat selon le sexe et l'âge en 2010 (en %)

Statut, temps de travail et type d'emploi	Ensemble des 15 ans et plus	Selon l'âge			Selon le sexe	
		15-29 ans	30-49 ans	50 ans et plus	Femmes	Hommes
Ensemble des emplois	100	100	100	100	100	100
Temps complet	81,3	80,0	82,7	79,0	69,1	92,4
Temps partiel supérieur à 15 h	14,3	12,3	14,8	15,0	24,8	4,9
Temps partiel inférieur à 15 h	2,6	2,6	1,8	4,2	4,3	1,1
Non renseigné	1,7	5,1	0,7	1,3	1,8	1,7
Ensemble des emplois	100	100	100	100	100	100
Non salariés	11,5	4,5	11,5	16,9	7,6	15,0
Salariés	88,5	95,5	88,5	83,1	92,4	85,0
<i>dont intérimaires</i>	<i>1,8</i>	<i>4,2</i>	<i>1,5</i>	<i>0,7</i>	<i>1,2</i>	<i>2,4</i>
<i>dont apprentis</i>	<i>1,4</i>	<i>6,7</i>	<i>0,01</i>	<i>0,003</i>	<i>0,98</i>	<i>1,7</i>
<i>dont CDD, hors contrats aidés</i>	<i>1,6</i>	<i>4,0</i>	<i>0,99</i>	<i>0,95</i>	<i>2,0</i>	<i>1,3</i>
<i>dont CDI</i>	<i>76,4</i>	<i>63,2</i>	<i>80,8</i>	<i>77,6</i>	<i>79,1</i>	<i>74,0</i>

Champ : population active occupée

INSEE, Enquête emploi en continu, 2010.

EPREUVE COMPOSEE

Cette épreuve comprend trois parties.

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;
- en exploitant les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation de connaissance

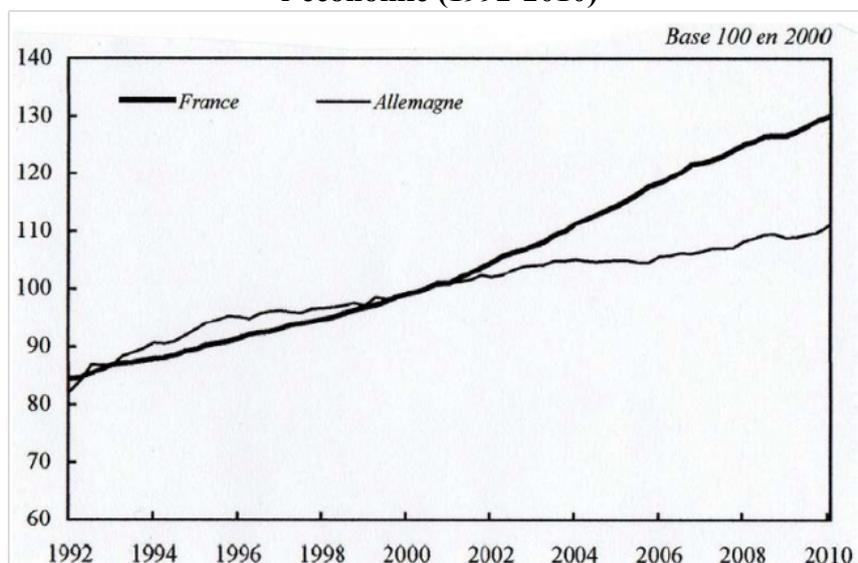
- 1- Quelles sont les principales mutations des conflits sociaux ? (3 points)
- 2- Montrez que, selon Durkheim, dans les sociétés où s'affirme le primat de l'individu la solidarité ne faiblit pas. (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

DOCUMENT

Question : Vous présenterez le document puis vous comparerez l'évolution de la rémunération du travail en France et en Allemagne.

Rémunération du travail par personne employée en France et en Allemagne dans l'ensemble de l'économie (1992-2010)



Source : Eurostat, 2011.

Troisième partie : Raisonnement sur un dossier documentaire (10 points)

Cette partie comporte trois documents

Sujet : A l'aide du dossier documentaire et de vos connaissances, vous évalueriez les marges de manœuvre possibles pour une politique budgétaire de relance au niveau national, dans le cadre de l'UEM.

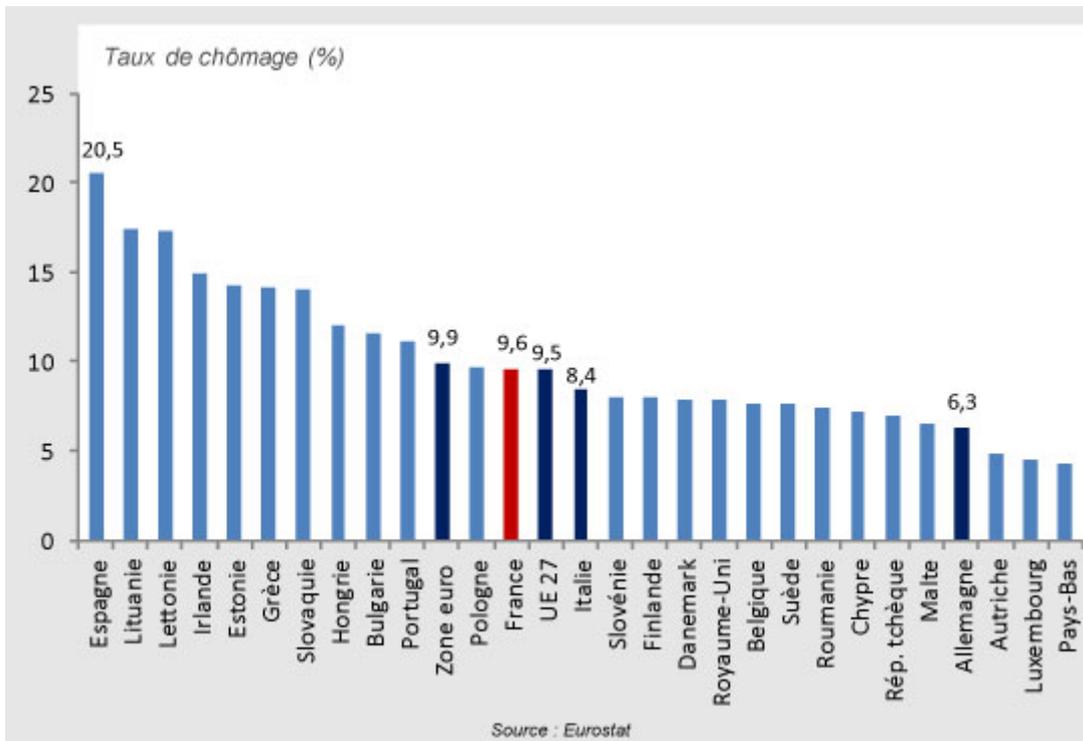
DOCUMENT 1

Face à la crise économique [...] beaucoup de voix se sont élevées pour inviter à une relecture de Keynes et à une restauration du rôle de l'Etat dans l'économie. C'est dans cet esprit qu'ont été mis en œuvre les plans de relance des pays européens. Mais les instances européennes se sont toujours montrées très prudentes face à cette évolution rappelant constamment la nécessité d'en revenir au respect des dispositions du pacte de stabilité. [...] La faible reprise amorcée en 2010 dans la zone euro est loin de compenser la baisse du PIB de 4% en 2009. De plus, le chômage au sein de l'UEM représente 9,9% de la population active au début de 2010. Il touche particulièrement les jeunes actifs dont 15% était sans emploi en 2007 et 21% au début de 2010. Ces chiffres moyens couvrent des situations très diverses, comme celle de l'Espagne dont le taux de chômage total est de 20% et où 40% des jeunes sont sans emploi. [...] Malgré l'état actuel de l'économie européenne et de ses perspectives, les instances européennes envisagent des mesures dites de l'après-crise. Ces mesures ont comme objectif prioritaire de rassurer les marchés financiers internationaux face à la détérioration des déficits publics et de l'endettement des pays européens. Mais les opérateurs financiers doutent de la capacité des pays à forts déficits budgétaires à réaliser un assainissement de leurs finances publiques dans un contexte de récession. [...] Mais aucune mesure n'est prise pour aider ces pays à assainir durablement leurs finances publiques. Au contraire, les mesures sévères d'austérité qui leur sont imposées pour obtenir l'aide de l'Union européenne et du FMI risquent non seulement d'accroître leur chômage, mais aussi de les empêcher de rétablir leur solvabilité. La généralisation de ces mesures à l'ensemble des pays de l'Union peut avoir des conséquences économiques, politiques et sociales qui semblent être largement sous-estimées par les responsables [...] La discipline imposée par le pacte de stabilité n'est pas trop contraignante dans des économies qui évoluent avec de faibles fluctuations autour d'une croissance économique régulière (déficit et endettement publics respectivement inférieurs à 3% et à 60% du PIB), mais elle devient impossible à respecter dans le cas d'une crise économique majeure [...]. En effet cette crise et les plans de relance qu'elle a suscités ont entraîné des déficits publics largement supérieurs, dans certains pays de l'UEM, à ceux tolérés par le pacte de stabilité [...]. On peut noter qu'une partie de ces déficits a permis d'éviter une plus grande détérioration de la situation économique par le jeu des stabilisateurs budgétaires automatiques. En effet, ce mécanisme évite une réduction trop importante du pouvoir d'achat grâce à la hausse des dépenses sociales et diminue les charges fiscales et sociales des entreprises. Ces déficits ont amplifié l'endettement des pays de la zone euro qui était en moyenne supérieur à 60% du PIB depuis 1999 et qui est passé de 66% du PIB en 2007 à un taux estimé à 77,7% en 2009.

Gilbert Koenig, « L'UEM face aux déficits publics de ses membres », Bulletin de l'Observatoire des Politiques Economiques en Europe, n°22, été 2010.

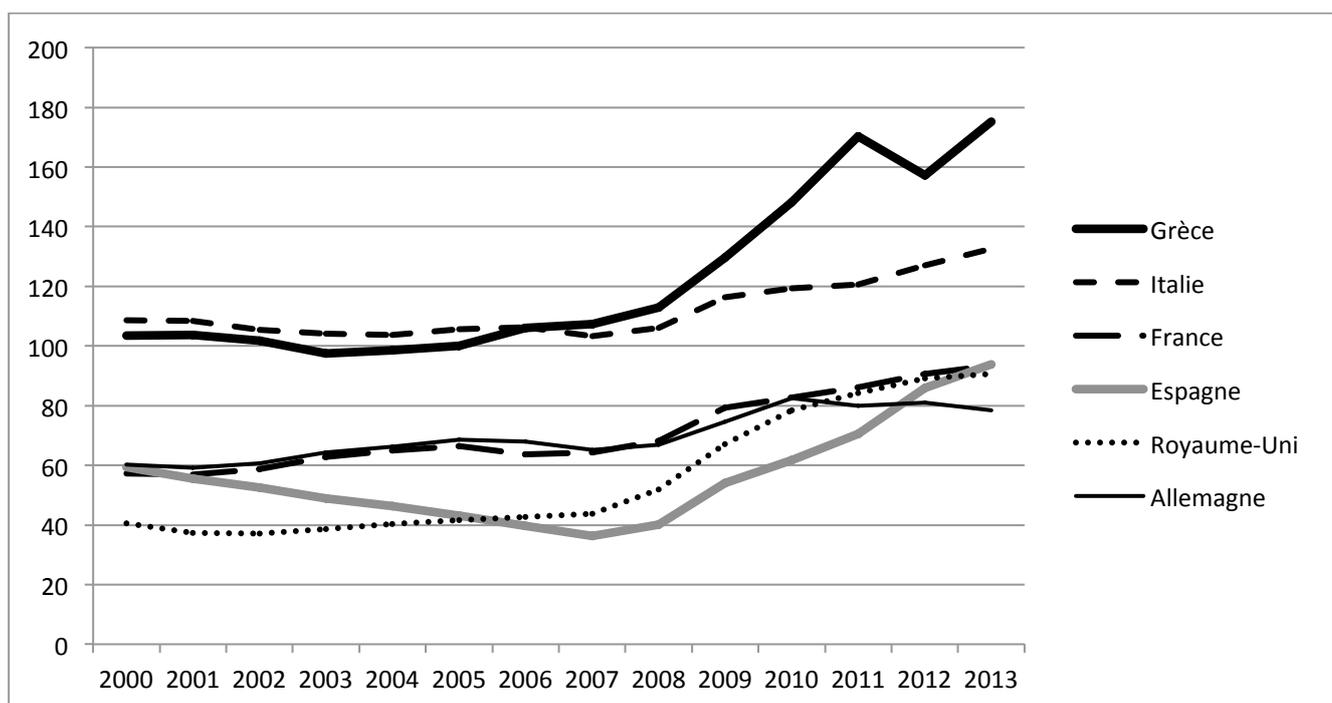
DOCUMENT 2

Taux de chômage des principaux pays de la zone euro en février 2011, en % de la population active, données CVS



DOCUMENT 3

Dettes publiques de quelques pays de l'UE (en % du PIB)



Eurostat, mai 2014.